

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 10/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BIOGAZ de Gaillon

52 rue Paul Vaillant Couturier
92240 Malakoff

Références : UBDEO.2024.06.194.ECD
Code AIOT : 0005804760

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/05/2024 dans l'établissement BIOGAZ de Gaillon implanté Rue des Artaignes ZA la Bergerie 27600 Gaillon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'action régionales 2024 de l'inspection des installations classées portant sur la vérification des installations électriques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIOGAZ de Gaillon
- Rue des Artaignes ZA la Bergerie 27600 Gaillon
- Code AIOT : 0005804760

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BIOGAZ Gaillon exploite un méthaniseur sur la commune de Gaillon dont l'exploitation est réglementée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 mai 2014 modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 décembre 2011.

Le méthaniseur, d'une capacité de traitement de 82,2 t/j est alimenté par des matières organiques fermentescibles et les digestats sont épandus selon un plan d'épandage sur 37 communes.

L'énergie produite par cogénération est vendue à EDF et utilisée en réseau de chaleur (site, piscine, collège).

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- ATEX
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Périodicité du contrôle des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 27/05/2014, article 7.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Limite d'intervention du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
3	Plan d'action suite au contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
4	Zonage ATEX et adéquation du matériel	Arrêté Préfectoral du 27/05/2014, article 7.3.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
5	Etat général visuel des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées constate la vérification annuelle des installations électriques et la réalisation d'interventions pour lever les observations du contrôleur.

Cependant des actions correctives sont à mettre en place pour améliorer le suivi et progresser dans la démarche de maintenance :

- analyser les limites d'intervention des vérifications et les lever pour pouvoir s'assurer du caractère

complet des vérifications électriques,

- justifier d'un plan d'action avec une hiérarchie pour lever les non-conformités,
- pouvoir justifier de la levée des non-conformités,
- pouvoir justifier du suivi des équipements en zones à risque de présence d'une atmosphère explosive (ATEX).

Les justificatifs de ces actions sont à transmettre à l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Périodicité du contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2014, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée : Article 7.3.3. Installations électriques – mise à la terre Les installations électriques et d'éclairage doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation et aux normes en vigueur. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. .../...
Constats : Suite au courriel d'annonce d'inspection et de demande de document, l'exploitant a transmis à l'inspection avant la visite : <ul style="list-style-type: none">- le dernier rapport de contrôle des installations électriques, n° 92970/24/2189 du 18/03/2024 suite au contrôle du 14/03/2024 par SOCOTEC,- le compte-rendu Q18 du 18/03/2024,- le rapport de vérification n° 9297A240200000000505 du 15/03/2024 réalisé par SOCOTEC - Compte-rendu Q19 - thermographie infrarouge,- le plan de zonage ATEX n° EGAIL-PA-140206-A-RS réalisé par NASKEO Environnement lors de la construction du site (2013). La vérification des installations électriques est réalisée à fréquence annuelle, par SOCOTEC depuis 2023. Avant, c'était le BUREAU VÉRITAS qui intervenait annuellement. Le rapport SOCOTEC 2024 mentionne la fourniture des précédents rapports du BUREAU VÉRITAS de 2019 et 2022. Le rapport de 2019, dit quadriennal, est transmis à l'inspection par l'exploitant le 23/05/2024. Le rapport quadriennal est plus détaillé et liste les installations vérifiées ; le rapport annuel ne liste pas les installations à vérifier, mais seulement les points faisant l'objet d'une observation. Le rapport de vérification SOCOTEC relatif au contrôle du 14/03/2024 mentionne 1 observation, sur les récepteurs et les prises de courant, dans le poste extérieur d'injection : BAES : défaut de fonctionnement ==> l'exploitant déclare qu'un Boîtier Autonome d'Éclairage de Sécurité (BAES) est en commande

<p>pour remplacer celui défectueux.</p> <p>Le rapport Q18 mentionne que la vérification a consisté en "une vérification complète des installations électriques de l'établissement" et qu'"une coupure totale n'a pas été autorisée par l'exploitant", puis conclut que l'installation électrique "ne peut pas entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion".</p> <p>Le rapport Q19 mentionne "aucune anomalie le jour de la vérification".</p> <p>L'exploitant explique que les assurances demandent un certificat Q18 et Q19 et qu'ils viennent tous les 3 ans sur le site (dernière visite en 2021).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fournira à l'inspection la commande du BAES et un justificatif de son installation, dans un délai de 2 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : Limite d'intervention du contrôle des installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »</p> <p>...</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.</p> <p>...</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier rapport de contrôle de la visite du 14/03/24 fait état de limite de la prestation :</p> <p>"0.4 LIMITE DE LA PRESTATION</p> <p><i>En l'absence d'autorisation de coupure totale des installations électriques par le chef d'établissement ou son représentant, il appartenait à l'accompagnateur qualifié, désigné par le client, d'effectuer les manœuvres d'ouverture/fermeture des plastrons des armoires électriques (conformément aux conditions générales d'interventions). Ces manœuvres n'ayant pas été réalisées par ce dernier, les essais des dispositifs différentiels à courant résiduels ainsi que l'examen visuel de l'intérieur des armoires électriques n'ont pas été effectués.</i></p> <p><i>Les éléments suivants n'ont pu être vérifiés pour des raisons d'exploitation :</i></p> <p><i>- Les essais des dispositifs différentiels non pas été réalisés (En exploitation (accord M. DOUIS Nicolas))</i></p>

-
-
-

Les équipements ou locaux repérés par le sigle NVI dans les tableaux du chapitre IV n'ont pu être vérifiés pour des raisons

d'inaccessibilité. Il en est de même des éléments suivants :

- Zone ATEX (Absence de DRPCE)
- Container groupe électrogène (En maintenance)
- Poste injection (Hors service (vu avec M. Nicolas DOUIS))

Un ou des point(s) d'examen n'a (ont) pas pu être vérifié(s) en raison de l'inaccessibilité ou d'exploitation des équipements ou installations. La liste de ces points vous sera fournie sur simple demande

La vérification des cellules haute tension, faute de personnel accompagnant habilité à la manœuvre, s'est limitée à un examen visuel extérieur."

L'exploitant explique :

- qu'il ne peut pas réaliser une coupure générale de l'installation. Un contrôle complémentaire est donc réalisé annuellement, par caméra thermographique à infrarouges, ce qui fait l'objet du compte-rendu Q19,
- sur les équipements inaccessibles, l'exploitant explique que les zones ATEX sont suivies par les entreprises d'électricité adéquates et habilitées (GED à Gaillon, SNT-DURIEZ du Grand Quevilly, EDF),
- pour les 2 autres points (container groupe électrogène, en maintenance et poste injection, hors service), il s'agit d'un mauvais copié-collé de l'année précédente, où effectivement, le poste injection et son groupe électrogène étaient en maintenance,
- pour les équipements non vérifiés pour des raisons d'inaccessibilité ou d'exploitation, l'exploitant déclare qu'il va prendre contact avec SOCOTEC pour obtenir cette liste,
- la vérification des cellules haute tension est réalisée par l'entreprise d'électricité adéquate et habilitée.

Par ailleurs,

- les différents plans et documents du site sont notés "non fourni" ; ceux-ci sont à fournir au vérificateur et il convient de s'assurer qu'il les a bien notés et en mains pour chaque contrôle,
- la valeur de prise de terre est indiquée dans le rapport, avec la valeur précédente. En comparant avec le rapport de l'année précédente (du 23/03/23), celle-ci ne correspond pas.

L'exploitant décide de rencontrer SOCOTEC pour parler des limites de la prestation et des documents à fournir, ainsi que pour avoir la liste des points non vérifiés et faire corriger les mauvais copié-collés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier des dispositions prises pour analyser ces limites d'intervention et du **plan d'action** visant à lever ces limites.

Pour l'impossibilité de réaliser certains contrôles, une fréquence doit être définie (à l'occasion d'une coupure et/ou 3 ou 5 ans par exemple pour l'impossibilité de réaliser la coupure électrique), et un autre contrôle doit être formalisé pour remplacer (caméra thermique par exemple et nacelle de la société GED par exemple pour les points en hauteur).

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Plan d'action suite au contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A . Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport quadriennal de 2019, réalisé par le Bureau Véritas, faisait l'objet de 9 observations. L'exploitant fournit la liste récapitulative de ces observations, avec les annotations ("en attente SNT", "d'ici fin 2019", "fait le 04/07/19"). Il explique qu'à l'issue des contrôles, il contacte l'entreprise d'électricité adéquate et habilitée (GED à Gaillon et/ou SNT-DURIEZ du Grand Quevilly pour les transformateurs) pour effectuer les interventions nécessaires. Depuis, les observations ont été traitées et les installations réparées ; ces observations ne figurent plus sur les rapports des années suivantes.</p> <p>Le rapport annuel relatif au contrôle du 14/03/2024, réalisé par SOCOTEC, mentionne 1 observation pour le défaut de fonctionnement du BAES dans le poste injection. Cette observation est en cours de traitement.</p> <p>L'exploitant ne formalise pas le suivi des actions pour le traitement des non-conformités, mais annote le rapport et passe commande auprès de ses entreprises d'électricité adéquates et habilitées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la commande du 22/05/2023 auprès de GED pour "mise en conformité électrique suite au rapport SOCOTEC 2023" est présentée (pour un montant de 465,60 €), - la mise en conformité suite au rapport 2024 (le remplacement d'1 BAES sera réalisé avec une commande pour un autre site), - le contrat avec EDF Entreprises du 05/02/2024 pour la maintenance annuelle des transfos est aussi présenté. Celui-ci prévoit notamment le dépoussiérage annuel des postes, l'analyse des huiles lors de la maintenance approfondie et la thermographie annuelle par infra-rouges. <p>Le Q18 indique que l'installation électrique ne peut pas être à l'origine d'un incendie et/ou d'une explosion.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier d'un plan d'action avec une hiérarchie pour lever les non-conformités (par exemple 1 : urgence, 2 : dans les 2 mois, 3 : pour le prochain contrôle, 4 : non prioritaire) et pouvoir attester de la levée des non-conformités (rapport de levée des non-conformités, photos, factures,...).</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Zonage ATEX et adéquation du matériel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2014, article 7.3.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 7.3.3.1. Zones à atmosphère explosible .../...</p> <p>L'exploitant identifie les zones présentant un risque de présence d'atmosphère explosive, qui peut également se superposer à un risque toxique. Ce risque est signalé et, lorsqu'elles sont confinées, ces zones sont équipées de détecteurs de méthane ou d'alarmes.</p> <p>Ces zones sont définies sans préjudice des dispositions de l'arrêté du 4 novembre 1993 complété relatif à la signalisation de sécurité et de santé au travail, du décret n° 2002-1553 du 24 décembre 2002 relatif aux dispositions concernant la prévention des explosions applicables aux lieux de travail, ainsi que de l'arrêté du 28 juillet 2003 susvisé. Elles sont reportées sur le plan des installations. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.</p> <p>Le matériel implanté dans ces zones explosives est conforme aux prescriptions du décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 susvisé. Les installations électriques sont réalisées avec du matériel normalisé et installées conformément aux normes applicables, par des personnes compétentes et en conformité avec la réglementation ATEX en vigueur. Elles doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaires aux besoins de l'exploitation, et être entièrement constituées de matériels utilisables en atmosphère explosible.</p> <p>Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant explique qu'il y a des zones risque d'ATmosphère EXplosive (ATEX) sur le site, définies par le constructeur de l'installation de méthanisation NASKEO en 2014.</p> <p>Les plans des zones sont présentés en séance : ces zones sont en extérieur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - zone Méthanisation : tout en haut du toit, autour de la soupape (zone 1 m) et des vannes (zone 30cm), - zone Maturation : tout autour de la cuve de maturation, la zone entre la cuve et le toit (zone 30 cm) et auprès du détecteur de niveau (zone 1m), - zone Valorisation du biogaz : la tuyauterie entre la torchère et le surpresseur (zone 30 cm). <p>L'exploitant dispose des notices des équipements des matériels utilisés dans ces zones et peut justifier de leur adéquation aux zones ATEX.</p> <p>Cependant, l'exploitant n'a pas de liste établie de ces équipements, avec les numéros des équipements, constructeur, année, déclaration de conformité CE, marquage ATEX, zone et suivi.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas de DRPCE (Document Relatif à la Protection Contre les Explosions).</p>

L'exploitant explique que ces appareils sont vérifiés via le Q19 mais il ne dispose pas de justificatif explicite du contrôle électrique du matériel dans ces zones.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant présentera une liste du matériel utilisé dans les zones ATEX et de l'adéquation de ce matériel aux zones ATEX. Il justifiera du contrôle de ces matériels électriques dans ces zones ATEX.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Etat général visuel des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée : A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques » ... Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023. ...
Constats : Lors de la visite, l'inspection constate : - au sol, près de la zone de "Valorisation du biogaz", la matérialisation de la zone ATEX par une chaîne autour de la zone, mais sans signalisation de ce danger. Des autocollants EX, blanchis et passés par le soleil, sont observés sur certains équipements et de tout petits autocollants EX, encore jaunes, sont aussi collés sur les canalisations, - au sommet du "Méthaniseur", le marquage EX est aperçu depuis le sol pour la soupape, et sur les descentes de canalisations, - au sommet de la "Maturation", le marquage EX est aperçu depuis le sol sur les 2 agitateurs et sur les descentes de canalisations. Le poste d'injection est plus empoussiéré que l'autre poste de soutirage ; l'exploitant explique qu'effectivement l'un a déjà été nettoyé et l'entretien du second est prévu via le contrat EDF (mais sans date prévisionnelle d'intervention). Par ailleurs, l'opérateur sur le site est équipé sur son vêtement, d'un détecteur 4 gaz (O2, H2S, CO et gaz explosifs) de mars 2023. Celui-ci est contrôlé tous les mois en interne. L'exploitant explique que le personnel a été sensibilisé aux zones ATEX (interdiction de fumer,...) et aux consignes d'exploitation et d'intervention. <i>(voir planche photographique en annexe)</i>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les autocollants sont à remplacer par des étiquettes neuves et suffisamment grandes pour les voir à quelques mètres. Un affichage de la zone est à réaliser sur la chaînette de zone ATEX. L'exploitant justifiera la mise en place de nouveaux affichages (photos).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois